

TRACES
TRACES

FERHAT ABBAS OU LA QUÊTE INACHEVÉE

Le 24 décembre 1985, Ferhat Abbas, premier président du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) disparaissait en Algérie, pays qu'il n'avait jamais voulu quitter. Les grandes lignes du parcours intellectuel et politique de ce dirigeant du nationalisme algérien sont ici rappelées sous forme d'un hommage posthume.

FERHAT ABBAS OU LA QUÊTE INACHEVÉE

TAHER EL QASSENTINI *

Le 24 décembre 1985, nous quittait Ferhat Abbas (1899-1985), père fondateur, avec *Le Manifeste du peuple algérien* (1944), du nationalisme algérien. Depuis, l'Algérie est orpheline de sa conscience politique.

Defait, ces trente années ont été, et demeurent toujours, celles d'une longue crise où le pays a basculé de la nation en formation à la nation en déconstruction. Un processus de décomposition sociale, politique et identitaire qui en questionne l'existence et la pérennité. Une situation qui exige de revenir sur le parcours politique et intellectuel de l'homme du *Manifeste* afin d'en tirer des enseignements pour le présent mais surtout l'avenir du pays.

Ce qui dérange, c'est qu'Abbas a beaucoup écrit – il est même, à notre connaissance, l'homme politique et leader nationaliste algérien le plus prolifique – et a tenu un langage de vérité au peuple. Et si le souvenir du vieux leader demeure vivant malgré l'œuvre d'effacement national dont il a été victime¹, c'est que ce peuple, souvent insulté, toujours méprisé, constamment manipulé, reconnaît en lui un homme politique, sans doute le seul qu'ait connu l'Algérie. Homme politique au sens d'un homme-principe, d'un homme-synthèse de la diversité algérienne et porteur d'un projet de vivre-ensemble, projet dont le maître-mot est l'émancipation sous toutes ces formes et de toute forme d'asservissement.

* ENSEIGNANT-CHERCHEUR

¹ Sa mort survient le jour même du lancement du congrès d'un Front de libération nationale devenu l'ombre de lui-même, obligeant, par là même, ceux qui l'avaient méprisé, insulté et emprisonné à interrompre leurs travaux et à lui rendre hommage. Ultime pied de nez du vieux *leader*.

Un projet dont la gestation a été longue, douloureuse et pétrie de contradictions car la réalité sociologique, politique, anthropologique, culturelle et culturelle de l'Algérie était et demeure contradictoire.

Cette contribution présente les grandes lignes du parcours intellectuel et politique du pharmacien de Sétif. Nous procéderons par une mise en contexte succincte de sa pensée politique. Ensuite, nous aborderons l'idéal national qui l'animait, ce qui conduira à évoquer la question de l'émancipation au cœur de son projet politique et ligne directrice de son action. Nous terminerons par une analyse de la praxis politique à laquelle conduit la doctrine de l'émancipation.

L'homme et son parcours ; le projet et son contexte

Beaucoup de choses ont été dites et écrites à propos de Ferhat Abbas. Certains en ont fait un écrivain public, voire un courtier chargé de transmettre leur texte (le *Manifeste* en l'occurrence) à l'administration alliée en 1944 et, par là même, un usurpateur de la pensée des autres ! Il est étonnant comme tous ces gens n'ont

plus rien écrit depuis et comme leur « pensée » politique s'est subitement tarie. Il faudrait bien plus que quelques lignes pour rétablir l'ordre des choses et la vérité des faits. Nous n'en avons pas la prétention, d'autres l'ont beaucoup mieux fait que nous et puis l'histoire a jugé !

Le premier enseignement à tirer du parcours politique du jeune algérien, c'est le sens de la durée dans l'action politique. Abbas, c'est avant toute chose une longue œuvre de patience politique. Une patiente pédagogie à destination du peuple algérien dont attestent six décennies de combats, six décennies de défaites, pourrions-nous rajouter, s'il n'y avait eu l'indépendance. Une patiente et permanente pédagogie ne se résumant pas à une tournée électorale tous les cinq ans. Contrairement à ce que l'histoire officielle a voulu imposer, l'UDMA² et le courant nationaliste dont il était l'incarnation n'étaient ni élitistes ni coupés du peuple. Ce sont des militants passionnés qui sillonnaient le pays et tenaient meeting quotidiennement dans les nombreux marchés populaires.

Rappelons quelques étapes de son parcours. De son élection

² L'Union Démocratique du Manifeste Algérien est le parti fondé par Ferhat Abbas en avril 1946. Il aura la charge de mettre en œuvre le programme-doctrine du *Manifeste du peuple algérien* de 1946.

comme président de l'Association des étudiants musulmans de l'université d'Alger (1926), puis président de l'Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord (1927-1931), aux partis et mouvements qu'il a fondé : Union populaire algérienne (1938), Les Amis du manifeste et de la liberté (1944) et, bien entendu, l'Union démocratique du manifeste algérien (1946), en passant par les présidences du GPRA (1957-1961), puis de l'Assemblée nationale, dont il démissionnera (juin 1963) pour entrer en opposition avec « la République des camarades », faite pour « créer la confusion et violer la loi », qui joue « “à pile ou face” le sort du pays », moule d'un régime qui « fabriquera des robots, des opportunistes et des courtisans [et] finira par engendrer des coups d'État et des complots » où « celui qui n'applaudira pas “inconditionnellement” le “Maître” sera considéré comme un mauvais citoyen » (lettre de démission : *Pourquoi je ne suis pas d'accord avec le projet*

de Constitution établi par le gouvernement). Puis, il y eut son emprisonnement suivi de sa déportation dans le Sud algérien où il contractera une ornithose qui l'affaiblira pour le restant de ses jours. Enfin, son assignation à résidence (1976-1979) suite à un dernier *Appel au peuple algérien*, cosigné avec trois de ses camarades de lutte d'horizons divers³ – encore et toujours l'homme de la synthèse – où ils dénoncent « le système socialiste et le parti unique », « le culte de la personnalité », « l'absence d'une Assemblée nationale souveraine » et, trente ans après *Notre projet de République algérienne*, d'affirmer que « faute d'institutions, l'Etat algérien n'existe pas. Il faut le créer ». Contrairement à d'autres, Abbas ne s'est jamais résolu à l'exil. Jusqu'à la fin il demeura en Algérie et promena quotidiennement tant qu'il le put sa silhouette dans les rues de Kouba.

Autre enseignement à tirer de ce parcours : le combat permanent et total contre le système colonial. Ce combat, il lui a

³ Il s'agit de Benyoucef Ben Kheda, son successeur à la tête du GPRA, de Cheikh Kheirredine, ancien membre des Oulemas, et Hocine Lahouel, ancien secrétaire général du MTLD. L'appel au peuple algérien est une dénonciation du système socialiste, du parti unique et du culte de la personnalité. Il est surtout un appel à l'arrêt du conflit avec le Maroc. Il se conclut par un appel aux « Algériens à lutter afin : i) de faire élire par le peuple, librement consulté une Assemblée nationale constituante et souveraine ; ii) de mettre fin au système totalitaire actuel et d'élever des barrières légales contre toute velléité de ce genre ; iii) d'établir les libertés d'expression et de pensée pour lesquelles le peuple algérien a tant combattu ; iv) d'œuvrer pour un Maghreb arabe uni, islamique et fraternel ».

consacré la majeure partie de sa vie. À l'heure où le révisionnisme est de mise, il serait important, voire même vital, que les textes de Ferhat Abbassoient enseignés aux élèves français, particulièrement *J'accuse l'Europe* (1944) et *La nuit coloniale* (1962). Plus d'un siècle de barbarie, d'injustice et d'humiliations ne s'efface pas d'un coup. Au contraire, on en subit les retours de flamme extrêmement violents dans notre quotidien actuel. Or, il y a dans l'œuvre politique de celui qui fut à la fois député de la République et leader indépendantiste un message clair de dénonciation d'une métastase d'une certaine France – l'apartheid colonial – qui ne conduit pas à un rejet global de la France⁴.

Ce combat n'est pas que politique. Abbas est un chroniqueur-dénonciateur du colonialisme au travers d'articles de presse et des journaux qu'il a contribué à créer et qu'il conçut comme instrument de conscientisation politique du peuple. On se contentera de mentionner les

titres des journaux dans lesquels il publie ou qu'il fonde comme révélateur de son parcours intellectuel et de son projet de République algérienne. Cela commence par *At-Takaddoum* (Le progrès) puis le *Trait-d'union* où la genèse de sa pensée prend forme. Les articles de cette période constitueront l'essentiel du *Jeune Algérien*, titre en référence au mouvement nationaliste initié par l'émir Khaled et bien entendu à celui des *Jeunes turcs* qui inspireront le nationalisme arabe tout au long de la première moitié du XX^e siècle, le kéralisme constituant une valeur centrale de la pensée et l'action politique de Ferhat Abbas. Il y eut ensuite *L'Entente*, *L'Égalité* et *La République algérienne* et son jumeau en langue arabe *El Watanne* (la Nation). Leur intitulé même révèle la progression du projet mais également ses échecs, ses erreurs et les désillusions de « la voix que la France se refusa d'entendre »⁵. Mais il avait averti, « ceux qui grimacent aux réformes devront sourire aux révolutions ! ».

140

⁴ Ainsi écrivait-il, à propos de combattants de la libération algérienne, que leur cri serait celui des révolutionnaires de 1789, « la liberté ou la mort ! », établissant une filiation de lutte pour la liberté avec celle pour l'émancipation du peuple algérien et d'ajouter : « entre nous et la France, il y a le colon ». On retrouve cette dialectique chez l'ensemble des *leaders* nationalistes et indépendantistes. On ne peut, à nouveau, qu'encourager la (re)lecture de l'ouvrage de Jean Lacouture (1961), *Cinq hommes et la France*, Seuil, Paris.

⁵ M. Sakhri (2013), *Ferhat Abbas. La voix que la France se refusa d'entendre*, Edilivre classique, Paris.

Les guerres sont accoucheuses d'ordres nouveaux. L'Algérie l'a vécue à quatre reprises durant le xx^e siècle, cela fait beaucoup pour une nation en formation. Si la Première Guerre mondiale a permis l'éclosion de l'idée nationale, la Seconde transforma le mouvement nationaliste, rendant inévitable novembre 1954. La pensée politique de Ferhat Abbas épouse cette séquence. Et, dans ce processus, *Le Manifeste* constitue un élément central de cette transformation car porteur d'une rupture historique par le changement de nature de la revendication nationaliste et la prise de conscience politique qu'il a rendue possible.

Son réformisme, son gradualisme, son légalisme, sa politique des étapes sont le produit du contexte colonial et des rapports de domination politique et d'exploitation économique qu'il impose au peuple algérien. Et c'est justement ce souci du peuple qui lui fait choisir la voie non-violente. Seule la violence de l'histoire le fera changer. Il ne s'en est jamais caché et maints de ses textes le prouvent. C'est cette position de principe qui le conduit aux choix regrettable et regretté du soutien au clan d'Oujda lors de la crise de l'été 1962, crise qui scella l'avenir du pays à tout jamais. Son refus de la « congolisation du pays »

lui fait choisir un camp plutôt qu'un autre. Remettre ce choix dans son contexte ne l'excuse pas, mais l'explique. L'Algérie, « animal blessé entouré d'une meute de loups », pouvait-elle se permettre de nouvelles effusions de sang ? Un pays meurtri par sept ans de guerre et plusieurs centaines de milliers de morts pouvait-il s'engager dans une guerre civile dont l'issue ne faisait pas de doute tant les rapports de forces étaient inégaux ? Il jugea que non, nous livrant là une éthique de la responsabilité politique dans une Algérie où pullulent des irresponsables qui ont beau jeu de se faire une gloire de leur intransigeance.

Conscient des rapports de forces de la période coloniale, de ceux de la guerre d'indépendance et de ceux de l'Algérie indépendante, il ne s'est jamais résolu à une solution violente. Il a eu pour constante de ne jamais sacrifier la vie d'un de ses concitoyens. En ce sens, il a fait du politique son combat conscient du cycle interminable de violence et contre-violence que génèrent les formes non politiques de lutte, particulièrement dans des sociétés-nations en formation. Qui peut aujourd'hui, à l'aune de l'histoire algérienne, soutenir que les dirigeants de ce pays ont eu pour souci de ne pas faire couler le sang de leur peuple ? Qui

peut sérieusement affirmer que la société algérienne a rompu l'ininterminable et destructeur cycle de la violence-contre-violence ? Qui peut arguer que l'Algérie a tourné la page des luttes tribales, régionales et communautaires contre lesquelles il n'a cessé d'alerter ? Que n'a-t-on pas pris la mesure de l'avertissement qu'il lance en 1985 sur le drame et les dangers du terrorisme politique embryonnaire en Algérie à cette époque ?

De sa période de militantisme étudiant à celle d'opposant à la dérive dictatoriale et autoritaire du pouvoir, Ferhat Abbas a œuvré au respect de son peuple, au triomphe de ses droits légitimes, dont le premier : l'émancipation politique, sociale et économique dans cadre d'une « République démocratique et sociale », fondée sur la justice et guidé par le droit. Sa mission : « construire la Patrie algérienne ».

L'Algérie comme patrie spirituelle

Il y a dans la trajectoire politique de Ferhat Abbas une forme de quête, la « recherche d'une patrie », pour reprendre les mots de Jean Lacouture (1961). Pour lui, l'Algérie n'est ni un lieu ni une patrie physique et encore moins un butin de guerre que ce sont attribués ceux qui ont fait du patriotisme un métier grasse-

ment rétribué ; ceux qu'il appelait « les nationalistes du ventre ». L'Algérie d'Abbas est une « patrie spirituelle », comme il aimait à le dire ; un lien entre les deux rives du « lac méditerranéen », pierre angulaire du Maghreb dont il n'a cessé d'appeler à la formation, pont entre l'Afrique et l'Europe, trait d'union entre l'Orient et l'Occident. D'ailleurs, Afrique-Orient sera le titre du supplément illustré de l'UDMA.

Cette patrie spirituelle est à construire et le ciment de cet édifice, c'est l'émancipation de tout l'algérien et de tous les Algériens. C'est la finalité de son combat politique. Il convient de ne surtout pas confondre le chemin et la destination ; stratégie n'est pas profession de foi : « nous avons choisi notre route, celle de l'émancipation par l'évolution, par la science [...] notre libération nationale, seul but de notre activité. Cette route est longue, je le sais. Mais dans ce domaine, sachez que "pour aller vite, il faut marcher lentement" » (*Regards sur le présent et l'avenir de l'Algérie*, 1947).

Cette quête donnera lieu à une tentative, inaboutie selon nous, de construire une synthèse société-État-nation. C'est la spécificité historique algérienne qui conditionne son approche sous l'angle du triptyque société-État-nation. Une

entité qui reconnaîtrait son triple héritage islamo-judéo-chrétien, fondement de ses valeurs ; ses racines arabo-berbères, sources de sa personnalité, et son appartenance à la fois maghrébine, méditerranéenne, africaine et arabe à partir de laquelle doit se construire sa politique. Cette conception de la société-État nation reflète et vise l'inclusion de la diversité algérienne. Il n'y a pas chez Abbas d'an zéro de la nation algérienne⁶ ou d'invariant identitaire transcendant les contextes économiques, sociaux et politiques successifs de l'Algérie. L'Algérie, c'est d'abord, à ses yeux, un peuple lui-même construit par la religion, les mœurs, la culture, la langue et le passé partagé dans leur diversité. La politique doit composer avec et non nier cette diversité, de sorte que l'enjeu politique est que cette multitude fasse société et que l'État construise la nation multi-ethnique⁷. La responsabilité historique de l'élite dirigeante est de construire cette nation-société.

De là, une conception du nationalisme qui converge avec le projet émancipateur pour fonder un nationalisme émancipateur,

aboutissant ainsi à un oxymore que seule la réalité contradictoire algérienne peut produire : un nationalisme universel car reposant sur le « sentiment d'appartenance », qui doit être construit, cultivé et enrichi en permanence, à un corps politique en mesure d'intégrer tous ceux qui habitent « la patrie spirituelle ». D'où son inséparabilité de la citoyenneté ; un nationalisme institué par un État, qui lui est à construire. Ainsi s'explique le fait qu'il ne se soit jamais résolu à l'idée que les Français d'Algérie devaient quitter le pays. C'est bien la folie destructrice des extrémistes du système colonial qui produisit ce drame. Pour Abbas, tous avaient leur place en Algérie pourvu d'en respecter les lois, d'adhérer aux principes de justice sociale et d'égalité républicaine.

C'est donc un projet de vouloir vivre ensemble que dessinent les écrits et l'action de Ferhat Abbas. C'est une Algérie pluriculturelle et pluriculturelle qu'il en entendait construire. Il convient d'insister sur ce point en ces temps d'exclusion, de nationalisme étroit et de repli sur la seule identité religieuse. C'est une Algérie des savoirs, tournée vers l'avenir

⁶ Je dois cette réflexion au professeur Bernard Drugman. Qu'il en soit ici remercié.

⁷ *L'Égalité*, le journal de l'UDMA, comportait de nombreuses illustrations où la République algérienne est représentée comme un édifice à l'architecture hybride accueillant des citoyens de toutes origines et de toutes conditions sociales.

grâce aux sciences et à un système éducatif, pierre angulaire de l'émancipation républicaine. Une Algérie réussissant une synthèse inédite entre campagne et villes, entre État et société, entre religions et État, entre élite et peuple ; bref une « utopie algérienne », pour reprendre le sous-titre de la biographie de Benjamin Stora et Zakya Daoud⁸.

L'émancipation comme projet politique

Venons-en à présent à la problématique de l'émancipation. *Mon testament politique* (1946) s'ouvre par l'affirmation que « le problème capital en Algérie, le seul problème qui se pose, et qui demeure la clef de voûte de la réussite ou de l'échec d'un système de gouvernement, est l'émancipation » et d'ajouter « tous les problèmes en Algérie se ramènent à la libération : libérer de cette honteuse servitude qui remonte à l'Antiquité romaine » la masse du peuple algérien. D'ailleurs, l'UDMA est conçue comme « le parti de l'émancipation nationale », préparant « l'affranchissement politique et l'affranchissement social », qui « ne sépare pas l'avenir des élites de celui des

fellah [...] qui donnera au paysan et à l'ouvrier l'instruction, la liberté, le pain et le foyer ». La légitimité du pouvoir s'évalue à l'aune de sa capacité à émanciper les diverses composantes du peuple des contingences économiques, sociales, politiques et culturelles dans lesquelles les forces conservatrices cherchent à les maintenir. Cette légitimité n'est ni historique, ni révolutionnaire et encore moins religieuse.

Mais revenons sur cet article, publié dans *L'Entente* du 23 février 1936, objet de tant de polémiques et de mauvaises interprétations. Vue son importance, il convient de le citer longuement et d'en analyser la portée. « Si j'avais découvert la nation algérienne, je serai nationaliste, et je n'en rougirais pas comme d'un crime. Les hommes morts pour l'idéal patriotique sont journellement honorés et respectés. Ma vie ne vaut pas plus que la leur. Et cependant, je ne mourrai pas pour la patrie algérienne, parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts, j'ai visité les cimetières : personne ne m'en a parlé... On ne bâtit pas sur du vent. Nous avons écarté

⁸ B. Stora, Z. Daoud (1995), *Ferhat Abbas. Une utopie algérienne*, Denoël, Paris.

une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays... Personne d'ailleurs ne croit à notre nationalisme. Ce que l'on veut combattre derrière ce mot, c'est notre émancipation économique et politique... Sans émancipation des indigènes, il n'y a pas d'Algérie française durable. La France, c'est moi parce que moi je suis le nombre, je suis le soldat, je suis l'ouvrier, je suis l'artisan, je suis le consommateur ». Quelles conclusions tirer de ce texte qui, comme l'écrit J. Lacouture (2008), révèle « le climat d'une époque [...] l'ambiguïté du "cas" algérien, plutôt que l'inconstance de son auteur » ?

Premièrement, en raison des rapports de forces produits par le « siècle de larmes et de sang » (Abbas, 1926) imposé par le régime colonial, le projet d'émancipation prime sur le projet national. Celui-ci, tout en étant à inventer, demeure la finalité du combat politique. Ils'agit bien de construire la nation algérienne et sa matrice idéologique : le nationalisme modernisateur et émancipateur. Il s'agit bien d'inventer un récit national qui, contexte historique oblige, ne devait ni ne pouvait se réduire au référant religieux synonyme – il faudra bien l'admettre tôt ou tard – d'une expansion qui, certes

a réussi, mais n'en demeure pas moins elle aussi coloniale. Pas plus qu'il ne pouvait se référer à un quelconque émir, dey ou bey qui tous ont rendu possible la colonisabilité du pays. Faut-il rappeler, comme le fait Abbas (1944), que le système des deys s'est effondré en vingt jours ? Il affirme que l'avenir ne se construit pas en regardant le passé. Il citait son père : « ce n'est pas nous qui avons été vaincus, c'est nos fusils », d'où la prise de conscience que le retard de développement scientifique et industriel de la société à laquelle il appartient ne sera pas comblé par le prétendu rôle stimulant du retour sur le passé.

Deuxièmement, le pharmacien de Sétif était assez clairvoyant pour savoir que cette émancipation n'aurait pas lieu. Dès lors, la responsabilité historique qu'il assigne au mouvement national, mais également aux élites dirigeantes du pays, est de créer les conditions de l'émancipation du peuple algérien qui, contrairement aux émirs et deys, a résisté et s'est battu quatre décennies durant. Ces « années d'une tragédie sans nom » se prolongent avec la conquête économique du pays. De sorte que « socialement et économiquement, c'est l'écroulement total, avec son cortège de deuils, de paupérisation, de servage ». C'est

bien à partir de cette « œuvre » qu'il faut penser l'émancipation du peuple, prélude à l'indépendance. Une émancipation qui passe par l'école et le travail, mots qu'il aimait écrire avec des majuscules, par « une constitution autonome », par « l'exercice de la souveraineté populaire » et « un gouvernement issu du peuple et agissant au profit du peuple ».

« Nous avons choisi notre voie, celle de l'émancipation par la science », pouvons-nous lire dans *Mon testament...*, et d'en appeler à une révolution économique et sociale fondée sur le travail, la discipline et l'amour de la science à même de transformer l'Algérie par l'industrie. « Qu'est-ce que l'émancipation [...] ? C'est avant tout l'amélioration des conditions matérielles de l'existence, le développement de la technique [...]. C'est le développement des cerveaux et des cœurs à travers les générations, dans l'harmonie sociale de la pensée et des croyances ». En ce sens, il dépasse le piège de la problématique de l'opposition entre authenticité et modernité dominant dans l'appréhension du politique dans le monde arabe.

Par l'émancipation, il refuse, d'une part, le repliement du peuple algérien sur lui-même et son passé et, d'autre part, de

penser l'adaptation à la modernité comme une trahison. L'émancipation lui permet de combattre à la fois les courants orientaliste, colonialiste et les défenseurs de l'Afrique latine, selon lesquels la société algérienne est figée dans un identifiant identitaire la rendant inapte à entrer dans la modernité, ainsi que le tenants d'une société authentique conforme à des valeurs imaginaires et d'un autre âge justifiant tous les conservatismes. Le terme n'est pas choisi par hasard. L'émancipation est plus profonde, plus exigeante et plus complexe que la liberté, l'égalité ou l'indépendance. En faisant de l'émancipation sa doctrine politique, F. Abbas refuse que l'on réduise les modes de vie et de pensée des Algériens à leurs états et déterminations sociales, religieuses, culturelles ou historiques. C'est une doctrine qui dépasse la seule lutte pour l'indépendance, d'ailleurs si celle-ci fut confisquée, titre de son ouvrage de 1985, c'est surtout qu'elle n'a pas conduit à l'émancipation du peuple algérien.

Il savait qu'un peuple instruit et politiquement conscientisé serait mieux à même d'entreprendre l'œuvre d'édification d'une nation. Un peuple politiquement et culturellement émancipé refuserait l'aventurisme de quelques colonels et serait moins sujet

aux nuées, chimères, fausses promesses et aux tentacules des discours, slogans, prêches et fewta de tous bord qui, durant plus de cinq décennies, ont fait tant de mal à l'Algérie.

Troisièmement, il est évident que le « moi » est un moi collectif. Difficile d'y voir un moi d'identification à la France coloniale. Quant à « l'œuvre française dans ce pays », c'est la nécessaire prise en compte des effets de plus d'un siècle de colonisation. Il n'y a aucune appréciation ou jugement. Uniquement le constat d'un contexte historique et l'impératif qu'il impose : penser l'avenir de l'Algérie à partir des données sociales, politiques et économiques imposées par le système colonial.

C'est à l'aune de l'émancipation qu'il convient d'analyser le contenu programmatique de ses deux derniers ouvrages *L'indépendance confisquée* (1985) et *Demain se lèvera le jour* (2010). Ce dernier, publié à titre posthume, clôt le triptyque *La nuit coloniale* et *L'Aurore* mais son titre dénote une forme d'échec ou d'amertume. Désormais observateur des mutations de la société algérienne qu'il juge traumatisantes, d'où une forme de conservatisme dans certains passages, il y livre néanmoins une réflexion s'organisant autour de trois thèmes : i) l'intégra-

tion sociale, la lutte contre la misère paysanne et la pauvreté urbaine ; ii) la construction de l'État et de ses institutions par l'éducation citoyenne et iii) l'édification d'une nation par l'émancipation-développement économique et social. On citera à titre indicatif : un État producteur et gestionnaire des secteurs stratégiques (hydrocarbures, mines, infrastructures, fermes expérimentales, enseignement, santé publique, formation professionnelle), la stabilisation de la fonction publique ; la transformation et la modernisation de l'Algérie rurale ; le développement des forêts et de l'économie forestière, l'industrialisation du pays (et de citer, en 1979, le Japon et la Chine comme exemples à suivre) et bien entendu une refondation du système d'enseignement.

L'histoire de ces trente dernières années, c'est également celle de l'imposition du projet théologico-politique en Algérie et d'un récit millénariste du nationalisme. Cela nous oblige à évoquer la question religieuse et la façon dont Ferhat Abbas l'approchait. Tout d'abord, l'islam constitue la composante centrale, mais non unique, de l'identité algérienne, particulièrement de l'Algérie indépendante suite au départ des Français d'Algérie. Il estime que l'islam offre à la politique algérienne les valeurs

morales de son action. Ensuite, la question politique et sociale prime. Il faut le dire et redire, c'est d'abord l'absence de droits politiques et sociaux dédiés à l'émancipation qui explique le malheur des deux Algéries ; la coloniale et l'indépendante. Il reconnaît l'importance de la religion pour les institutions sociales, au point de penser qu'il n'est pas possible de tisser le lien national dans l'Algérie sans l'appui de la religion. Mais d'un autre côté, il sait, nourri en cela de la lutte commune menée avec les oulemas⁹, qu'« entre Dieu et l'homme de Dieu, il y a exactement la distance de la terre au ciel » (1944). D'où la permanente instrumentalisation du sentiment religieux et de la foi en vue de servir les intérêts des camps conservateur et réactionnaire. Enfin, c'est pour éviter cela qu'il pose que la religion est de l'ordre des croyances personnelles, elle ne fait pas la loi, mais en fonde les valeurs, « elle ne doit pas entrer dans les conflits sociaux, dans la formation des gouvernements. Les affaires de l'État doivent relever de l'État » (2010). Le problème de l'Algérie est politique ; sa solution également.

Ainsi, l'islam dont il se revendique et qu'il revendique pour

l'Algérie sert le projet d'émancipation du peuple. Tout autre fonction qui lui serait attribuée constituerait une perversion de la foi. Dans *Demain se lèvera le jour*, nous trouvons un développement qui demeure, nous semble-t-il, d'actualité. F. Abbas nous dit que « face au monde moderne, l'islam doit conserver son universalité. Il doit découvrir des moyens universels pour résoudre sa crise : i) renouer avec l'étude des sciences exactes ; ii) détruire chez l'homme le complexe de sujet. L'émancipation du musulman, sa promotion, au rang de citoyen libre et conscient de ses responsabilités, conditionnent tout progrès humain ; iii) agir en faveur de la paix [...] l'évolution du monde musulman [...] implique un budget de paix. Acheter des avions, des chars et des canons, c'est se priver d'hôpitaux, d'écoles, d'instituts, de routes. »

L'émancipation comme morale de l'action politique

Pour Abbas, la politique n'est pas conçue comme une lutte pour le pouvoir, mais doit viser

⁹ L'Association des oulémas musulmans d'Algérie, créée en 1931, est un mouvement actif dans la vie politique, éducative et religieuse de l'Algérie coloniale.

avant toute chose l'éducation des citoyens. Il affirme que « la politique est avant toute chose affaire d'honneur. Il faut tenir ses engagements, faire face à ses promesses, faire taire ses exigences et ses égoïsmes. C'est ainsi qu'on se hausse au rang de serviteur du peuple. Ce n'est pas par la duplicité, l'hypocrisie et la mauvaise foi qu'on éduque un peuple et qu'on prépare son avenir. »

En politique « il y a deux sortes d'efficacité, celle du typhon et celle de la sève » (A. Camus). Ferhat Abbas a irrévocablement opté pour l'efficacité de la sève. D'où son insistance sur les institutions ; des institutions justes et équitables, condition pour que l'édifice national puisse « résister à l'usure des siècles et aux remous de l'histoire » (1948). Tout d'abord, par conscience que le réformisme social est une œuvre qui ne peut que s'inscrire dans le temps long de l'histoire afin qu'il percole sur l'ensemble du corps social. Ensuite, par pragmatisme afin que les réformes ne subissent pas de rejet de la part du corps social auquel elles s'adressent. Enfin, par un sens aigu du rapport de force, cette réalité qu'il a toujours eue à subir et contre laquelle il n'a cessé de lutter. Œuvrer au renversement du rapport de force par la voie pacifique, en essayant de convaincre et non de vaincre l'adversaire, en ne sacrifiant per-

sonne car aucune cause à ses yeux ne vaut que des Algériens soient sacrifiés, tels ont été les piliers de sa morale politique. D'où l'option de l'évolution légaliste et graduelle comme méthode d'action.

Dans l'un de ces derniers textes, J. Lacouture (2013) affirme que « cinquante ans après, l'abbassisme a gagné ». Cela semble paradoxal ! Mais ce paradoxe n'est qu'apparent si l'on considère « l'abbassisme » comme une approche de la complexité algérienne car « son monde n'était pas binaire », une méthode de l'action politique puisque le pharmacien de Sétif n'était pas un « jusqu'au-boutiste », mais « un convergent ». L'auteur conclut en affirmant qu'« on méprise souvent les raisonnables qui disent des choses fortes sur un ton paisible, mais ce modéré très habile l'a emporté sur les prophètes extrémistes ». J. Lacouture aurait pu rajouter que l'avenir plaide pour l'abbassisme car son projet pour la nation et ses institutions demeure inédit jusqu'à aujourd'hui.

Certes les années de l'indépendance sont marquées par beaucoup de déceptions et d'amertume qui lui feront tenir des propos amers sur ce qu'est devenu le peuple algérien. Toutefois, il n'abandonnera pas le combat. Tout d'abord, au travers des ouvrages de témoignage mais également

de dénonciation du régime politique algérien (*Autopsie d'une guerre, L'indépendance confisquée* et *Demain se lèvera le jour*), puis par deux actes politiques (la démission de l'Assemblée constituante [1963] et l'*Appel au peuple algérien* [1976]).

Cette lecture à laquelle nous nous sommes livrés pour marquer le 30^e anniversaire de la disparition du premier président de la République algérienne ne prétend ni à l'objectivité historique ni à la neutralité politique. Elle est un modeste hommage posthume à l'homme politique algérien à un moment où l'Algérie est en proie à des comportements claniques, à une politique de courte vue dont la finalité est de profiter le plus longtemps possible du pouvoir.

On terminera par ses mots, « si le peuple algérien est en recul sur ce qu'il avait été durant le siècle de colonisation et pendant la guerre d'Algérie, c'est parce qu'il a remplacé l'action par le bavardage. Il se laisse manipuler d'en haut comme si les masses elles-mêmes n'étaient pas le réservoir des énergies et la dynamique du futur. L'effort individuel et collectif conditionne le changement. Notre pays compte un grand nombre d'hommes et de jeunes cadres valables, prêts à mettre leur savoir et leur expérience au service de toute la communauté. Il suffit de les débarrasser du favoritisme qui encombre les avenues du pouvoir et des hommes qui ont confisqué l'indépendance à leur profit. » Vaste programme !